

**Présentation de
l'enseignement de
spécialité
histoire-géographie
- géopolitique -
sciences politiques**

Introduction

Éléments de définition

- L'originalité de cette spécialité réside dans le fait de réunir quatre disciplines. Ces 4 disciplines sont:
 - l'histoire
 - la géographie
 - la géopolitique
 - les sciences politiques
- Il s'agit donc d'une spécialité pluridisciplinaire. Cela signifie que pour analyser et élucider la complexité du monde passé et contemporain, nous mobilisons plusieurs points de vue, des concepts et des méthodes variés.
- Mobiliser plusieurs points de vue signifie que chacune des 4 disciplines a des démarches, des règles et des méthodes qui lui sont propres et qui s'enseignent. Il est important, dans le cadre de la spécialité, d'apprendre les spécificités des disciplines concernées afin de les respecter et de les appliquer.
- Notre approche est thématique et non chronologique. Ainsi, à l'occasion du traitement d'un thème, comme celui des frontières, de la démocratie ou de la puissance, les élèves peuvent se rendre compte de la complémentarité des différentes approches disciplinaires. L'intérêt est alors de discerner les enjeux sociaux, politiques, économiques, culturels, diplomatiques et stratégiques pour lesquels l'étude du passé et de territoires donnés permettent de mieux comprendre le présent.

Fil conducteur

- En quoi ces quatre disciplines sont-elles complémentaires pour permettre de comprendre la complexité du monde passé et contemporain?

Zoom 1: Porter un regard historique

1.1. Qu'est-ce que l'histoire?

L'histoire saisit chaque question dans son épaisseur temporelle. Le recours à la longue durée, la mise en perspective d'événements et de contextes appartenant à différentes périodes rendent attentif aux continuités et aux ruptures, aux écarts et aux similitudes.

L'histoire éclaire et contextualise le rôle des acteurs.

A. L'historien s'appuie sur des sources

- L'historien utilise la plupart du temps des sources dites « de première main » car elles sont produites par les acteurs de l'histoire étudiée.
- Ces sources sont de natures diverses:
 - Des documents écrits: des témoignages écrits, des récits, des lettres, des documents administratifs...
 - Des témoignages oraux
 - Des documents iconographiques: des tableaux/oeuvres d'art, des photographies, des films d'époque
 - Des traces de vie: des tableaux/oeuvres d'art, des objets du quotidien, des bâtiments et aménagements (ou leurs vestiges archéologiques)

B. L'historien applique une méthode scientifique

- Quel est le point commun entre la démarche de l'historien, celle du journaliste et celle de l'officier de renseignements?
- Ces trois professions s'appuient sur :
 - l'analyse des sources et leur recoupement
 - le recul critique par rapport à au savoir
 - la recherche « de la vérité vérifiable et vérifiée » (Marc Bloch)
- Ainsi, l'histoire ne serait-elle pas la recherche de l'information utile?

1.2. En quoi l'histoire permet-elle de mieux comprendre les JO modernes?

A. Généralités

- Les premiers JO datent de -776 avant JC et étaient célébrés en Grèce, dans la ville d'Olympie. Néanmoins, des récits antérieurs et mythiques suggèrent des origines plus anciennes pour ce concours sportif qui, à l'origine, était destiné à honorer Zeus.

- Pour reconstituer l'histoire de l'aventure olympique, pour en faire un récit détaché des mythes et des légendes, l'histoire a besoin de sources à vérifier, à croiser, de traces à interpréter:
 - témoignages écrits (Pausanias par exemple)
 - vases grecs représentant les différents sports présentés: pentathlon, course de chars, course à pieds, lutte...
 - vestiges archéologiques
- En 1894, le baron Pierre de Coubertin décide de faire revivre les JO. Leur organisation, les sports présentés sont alors très différents et continuent à évoluer en fonction du contexte.
- Comprendre les JO actuels nécessite aussi un retour en arrière en s'appuyant sur des sources afin de comprendre comment et pourquoi ils ont évolué jusqu'à leur forme actuelle.

Année des JO	Lieu des JO	Principales évolutions des JO
1908	Londres	Les 22 délégations défilent derrière leur drapeau lors de la cérémonie d'ouverture
		Fixation du marathon à 42,195 km car la famille royale britannique souhaitait que la course démarre au château de Windsor pour se terminer au stade Olympique.
1920	Anvers	Adoption du drapeau olympique arborant les cinq anneaux olympiques
1924	Paris	Apparition de la devise olympique de Coubertin, empruntée à l'abbé Henri Didon, « Citius, altius, fortius » (« Plus vite, plus haut, plus fort »)
		Adoption du rituel lors de la cérémonie de clôture. 3 drapeaux sont hissés: celui du Comité International Olympique (CIO), celui du pays hôte et celui du prochain pays à organiser les jeux.
1928	Amsterdam	Allumage de la flamme olympique, nouveau symbole des jeux
		Premier parrainage par Coca-Cola
1932	Los Angeles	Construction du premier village olympique
1956	Melbourne	Le village olympique devient mixte
1960	Rome	Première retransmission télévisée en direct
		Premiers jeux paralympiques
1968	Mexico	Une femme (la championne mexicaine du 400 mètres, Enriqueta Basilio de Sotelo) allume la flamme olympique

B. Zoom sur les JO de Berlin en 1936

1. « Aryaniser » les organisations sportives allemandes

- Dès avril 1933, une politique d'aryanisation est mise en oeuvre dans toutes les organisations sportives allemandes.
- Les sportifs non aryens (juifs, demi-juifs ou tsiganes) sont systématiquement exclus. C'est le cas par exemple:
 - De l'association de boxe allemande, qui expulse le champion amateur Erich Seelig en avril 1933 parce qu'il est juif, ainsi que Johann Rukelie Trollmann parce qu'il est tsigane.
 - De l'équipe allemande de la coupe Davis qui expulse un autre sportif juif reconnu, le tennisman Daniel Prenn.

2. Boycoter les JO de Berlin?

- Afin de dénoncer le nazisme et de lui refuser ce succès de prestige, de nombreux mouvements prônant le boycott des jeux de Berlin apparaissent aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en France, en Suède, en Tchécoslovaquie et aux Pays-Bas.
- Un comité international pour le boycott des jeux est créé. C'est le « Comité international pour le respect de l'idée olympique ».
- La victoire du Front populaire en Espagne, le 18 février 1936, sert de déclic à la décision d'organiser des « Olympiades populaires » à Barcelone. Ils sont présentés comme des « contre-Jo nazis ».
- En France: la nouvelle Fédération Sportive de Gauche (FSGT) lance le slogan « Pas un sou, pas un homme pour les JO de Berlin ».
- Le 4 juillet 1936, en France, les épreuves officielles qualificatives pour les jeux alternatifs de Barcelone se déroulent au stade Pershing. Léo Lagrange, secrétaire d'Etat aux sports et aux loisirs préside ces journées: 1 200 athlètes s'inscrivent à ces olympiades antifascistes. De nombreux leaders du Front populaire français (Pierre Cot, Léo Lagrange) et artistes (André Malraux), expriment leur soutien à ces Olympiades populaires.
- Le gouvernement de Léon Blum, arrivé au pouvoir en 1936, refuse tout d'abord les subventions aux participants et aux partisans des Olympiades de Barcelone (Il s'agit ici de la logique politique de non-intervention, la même qui voit le gouvernement du Front Populaire refuser d'aider militairement la République espagnole attaquée par Franco, lui-même soutenu par l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste).
- Par la suite, Léon Blum inscrit la question de la participation aux JO de Berlin à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale. L'Assemblée vote pour la participation: la droite vote unanimement pour et la gauche s'abstient (y compris le PC).
- Aux États-Unis: en 1935, Avery Brundage, président du Comité National Olympique (CNO) américain, effectue une visite à Berlin, sous étroite surveillance nazie. Les Allemands lui confirment que les Jeux Olympiques (JO) sont simplement un événement sportif et qu'ils ne seraient pas utilisés pour promouvoir des points de vue politiques. Brundage veut croire à ce discours d'apaisement et change son intention officielle de boycotter les JO.
- Néanmoins, le débat est très vif:
 - Jeremiah Mahoney, président de l'Union des athlètes amateurs des États-Unis, insiste sur le fait que la discrimination raciale nazie viole l'esprit olympique. Il exprime son refus d'aller à Berlin.
 - Brundage lui rétorque que la « politique ne devrait pas être amenée dans le sport ».
- Finalement, les Etats-Unis participent aux jeux de Berlin et le président Franklin Roosevelt assiste même aux cérémonies. La décision des Etats-Unis fait pencher la balance: les pays qui hésitaient encore décident eux aussi de participer. Ainsi, ce sont 49 pays qui concourent à ces JO. C'est un nouveau record.

3. La question du nazisme aux JO de Berlin

> DOCUMENT 1: PODIUM DE JESSE OWENS AUX JEUX OLYMPIQUES DE BERLIN EN 1936

- En août 1936, pendant la durée des épreuves, le régime nazi tente de camoufler la violence de sa politique raciste. Ainsi, la plupart des panneaux comportant des formules antisémites sont provisoirement enlevés et les journaux atténuent les messages agressifs. La plupart des touristes ne savent pas que le régime nazi a ordonné une rafle de Tsiganes à Berlin quelques semaines avant le début des jeux.
- En signe d'apaisement, c'est le juif Wolfgang Fürstner qui est désigné comme directeur du village olympique.
- Les JO de Berlin voient également la victoire de l'athlète Jesse Owens qui remporte 4 titres olympiques. Au saut en longueur, il gagne au terme d'un duel serré contre l'Allemand Lutz Long.

- La légende retient qu'Hitler était tellement furieux après la victoire de Jesse Owens dans l'épreuve du 100 mètres qu'il quitta le stade pour ne pas avoir à saluer le vainqueur. Mais en réalité, c'est à la demande du président du Comité International Olympique (CIO), Henri Baillet-Lacour. En effet, la veille, Hitler avait violé le protocole olympique en allant saluer personnellement les vainqueurs, dont l'Allemand Hans Woelke, vainqueur au lancer de poids.

Zoom 2: Porter un regard géographique

2.1. Qu'est-ce que la géographie?

La géographie permet d'identifier et de comprendre les logiques d'organisation de l'espace ainsi que l'influence des acteurs sur les territoires. Par la pratique continue du changement d'échelle, par la réalisation et l'analyse de cartes, par l'intérêt porté aux territoires proches ou éloignés, elle autorise les comparaisons et la réflexion critique.

La géographie c'est donc des hommes et des sociétés dans leur espace avec des enjeux, des acteurs et des conflits.

A. Le géographe étudie l'espace

- Premièrement, l'espace est le résultat de la nature: le relief, le climat, les ressources naturelles.
- Deuxièmement, l'espace est aussi le résultat du peuplement: l'histoire de l'installation humaine, les densités de population, la répartition entre espaces ruraux et espaces urbains.
- Enfin, l'espace est le résultat d'activités humaines: agriculture, activités industrielles, tourisme, activités de services.

B. ... car le géographe cherche à comprendre les territoires

- Premièrement, les territoires sont habités. Habiter un territoire, c'est le pratiquer au quotidien: résidences, loisirs, activités productives. Cela signifie les territoires font l'objet d'appropriations par des acteurs différents. Parfois, ces acteurs ont des ambitions et des objectifs qui divergent car ils ont des visions différentes de « l'habiter ».
- Deuxièmement, les territoires sont aménagés. Aménager un territoire, c'est l'organiser pour gérer les systèmes d'échanges, de transport, les ressources en eau, les déchets...
- Aménager c'est donc décider par le biais d'actions publiques. Ces actions publiques s'efforcent d'orienter la répartition des populations, leurs activités, leurs équipements dans un espace donné et en tenant compte de choix politiques globaux.
- L'aménagement est donc un moyen de s'approprier un territoire.
 - armatures et réseaux urbains
 - infrastructures et de grands équipements considérés comme « structurants »
 - développement, localisation, relocalisation des activités productives
 - aménagement des régions à spécialisation territoriale: tourisme, montagne, littoral)

2.2. En quoi la géographie permet-elle de mieux comprendre les aménagements liés aux JO Paris 2024?

> DOCUMENTS 2 À 6 : APPROCHE MULTISCALEAIRE DES JEUX OLYMPIQUES PARIS 2024

Zoom 3: Qu'est-ce que la géopolitique?

3.1. Qu'est-ce que la géographie?

La géopolitique envisage les rivalités et les enjeux de pouvoir sur des territoires considérés dans leur profondeur historique, ainsi que les représentations qui les accompagnent.

La géopolitique, c'est l'étude des rapports de force, des relations de puissance dans le contexte historique et géographique. Ce sont les relations internationales, étudiées dans leurs dimensions:

- militaires
- politiques
- diplomatiques

A. La géopolitique étudie les rapports de force entre les acteurs

- La géopolitique s'intéresse à tous les acteurs qui peuvent ou souhaitent avoir de l'influence sur un territoire donné:
 - Les États
 - Les associations
 - Les organisations internationales: instances de gouvernance mondiale - ONG
 - Les FTN
 - Les groupes armés...
- Avoir de l'influence sur un territoire donné signifie que ces acteurs se confrontent pour en prendre le contrôle ou pour en garder le contrôle.

B. La géopolitique étudie les manifestations de ces rapports de force, leurs enjeux et leurs dynamiques

- La géopolitique étudie donc les rivalités de pouvoir. Elles peuvent être motivées par la volonté de puissance, l'économie, les ressources énergétiques...
- Ces enjeux et ces rivalités s'expriment et doivent être étudiés à différentes échelles. En géopolitique, on dit « niveau d'analyse ».

3.2. Les JO sont-ils géopolitiques?

- Les Jeux olympiques ne sont pas totalement déconnectés du contexte international et des questions diplomatiques.
- Dans un premier temps, les nations peuvent concourir séparément puis, à partir de la Première guerre mondiale, le Comité International Olympique (CIO) opte pour une acceptation des Comités Nationaux Olympiques (CNO) en fonction de critères étatiques et non plus nationaux. Il faut néanmoins préciser que ce ne sont pas les États qui participent aux jeux mais les CNO.

A . L'exemple de l'Autriche-Hongrie

- La question se pose dès le début du XXème siècle. En effet, l'Autriche-Hongrie critique la présence au Comité International Olympique (CIO) d'un membre tchèque, Jiri Guth, alors que l'Autriche n'y est pas représentée. Finalement, un membre autrichien, le prince Alexandre de Solms-Braunfeld accède au Comité International Olympique (CIO).
- Par la suite, lors des Jeux de 1908 à Londres, une autorisation est donnée aux Tchèques de défiler comme des représentants de la Bohème et non de l'Autriche-Hongrie.
- Aux jeux de Stockholm en 1912, la question se pose de nouveau:
 - Les délégations autrichiennes et hongroises défilent séparément alors qu'elles appartiennent au même État.
 - Les Finlandais, alors sous la tutelle des Russes, ainsi que les Tchèques, les Slovaques et les Hongrois, qui font partie de l'empire d'Autriche, revendiquent une participation autonome et non sous la bannière des empires auxquels ils appartiennent.

B. L'exemple d'Israël/Palestine

- Israël est accepté pour les Jeux Olympiques de 1952 et la Palestine pour les jeux de 1992 (donc avant la signature du traité d'Oslo).
- Le 5 septembre 1972, une semaine après le début des JO de Munich, à 4 heures du matin, un commando composé de huit hommes s'infiltré dans le village olympique. Armé, il gagne le bloc 31 où loge la délégation israélienne. Sur les quinze membres présents, deux sont tués, un troisième parvient à s'enfuir et rejoint les logements de la délégation sud-coréenne et un quatrième s'échappe. Onze otages restent aux mains du commando. Le chef du commando, Lutfi Issa se réclame d'un groupe terroriste israélien surnommé « Septembre noir ».
- Le commando demande la libération de 200 prisonniers palestiniens. Les négociations aboutissent à une décision de transfert des otages vers l'Égypte. La police munichoise lance l'assaut sur le groupe terroriste. Trois des huit preneurs d'otage sont tués. Les autres lancent une grenade dans le premier hélicoptère et tirent dans le second. Au terme de la fusillade, le bilan est lourd: neuf otages, cinq terroristes et un policier sont tués.
- Le président du Comité International Olympique (CIO), Avery Brunage, renonce à annuler les jeux et déclare: « The Games must go on ».

C. L'exemple des deux Chine

> DOCUMENT 7 : DÉLÉGATION DE TAÏWAN LORS DE LA CÉRÉMONIE D'OUVERTURE DES JEUX OLYMPIQUES DE ROME EN 1960

1. Une première opposition lors des JO d'Helsinki en 1952
 - En 1952, le Comité International Olympique (CIO) autorise les sportifs des deux Chine à participer aux Jeux Olympiques d'Helsinki.
 - Le Comité International Olympique (CIO) propose à Taïwan de participer sous le nom de « République de Chine ». Cette solution est fermement rejetée par Taïwan qui se considère comme le seul et unique représentant de la Chine. Taïwan décide de boycotter les jeux d'Helsinki.
 - Aux JO d'Helsinki, c'est donc la République Populaire de Chine (RPC) qui est la seule représentante de la Chine.

2. À partir des JO de Melbourne en 1956: Taïwan représente la Chine

- En 1954, la République Populaire de Chine (RPC) intègre le Comité International Olympique (CIO). Elle demande d'être le seul et unique représentant de la Chine. En effet, Pékin, au nom du principe d'une seule Chine, ne peut accepter la participation de Taïwan, où se sont réfugiés les nationalistes de Tchang Kai-Check lors de leur défaite en 1949.
- Devant le refus du Comité International Olympique (CIO), la RPC boycotte les jeux de Melbourne en 1956. La délégation de la République populaire de Chine quitte le territoire australien deux semaines avant le début des jeux.
- La RPC choisit alors de quitter officiellement le mouvement olympique en 1958 pour ne pas donner l'impression d'une reconnaissance indirecte de sa rivale. Ainsi, Taïwan se retrouve seule aux JO.
- Taïwan se voit néanmoins obligée de modifier son appellation de « République de Chine » en « Formose ». C'est alors que lors de la cérémonie d'ouverture des JO de Rome en 1960, le chef de la délégation sort une grande pancarte sur laquelle est écrit « Under protest ». Pour la première fois dans l'histoire des jeux, une délégation profite du défilé pour faire ouvertement une revendication politique.

3. Le retournement de situation aux Jeux Olympiques de Montréal en 1976

- La question des 2 Chine ressurgit aux jeux de Montréal en 1976. Le 28 mai 1976, le premier ministre canadien Pierre Elliott Trudeau annonce qu'il ne reconnaît qu'une seule Chine, la République populaire de Chine, et qu'il interdit aux athlètes taïwanais de se présenter sous le nom de « République de Chine ». En réponse, le Comité International Olympique (CIO) menace le Canada, qui viole ainsi la Charte olympique.
- Pourquoi une telle situation? En 1970, année de l'attribution des jeux, le gouvernement canadien avait accepté d'accueillir la délégation de Taïwan sous le nom de « République de Chine ». Toutefois, pendant les années qui suivent, le gouvernement canadien a signé de nombreux contrats commerciaux avec Pékin, et notamment la construction d'une centrale nucléaire en Chine. En reconnaissant officiellement la Chine populaire, Trudeau privilégie les intérêts commerciaux et politiques de son pays au détriment de l'esprit olympique.

4. Depuis les années 1980: la représentation des 2 délégations

- En 1979, le Comité International Olympique (CIO) adopte la résolution de Nagoya: le Comité National Olympique (CNO) de la République populaire de Chine est de nouveau accepté au sein du Comité International Olympique. Pékin retourne donc aux JO en 1980 pour les Jeux d'hiver et 1984 pour ceux d'été.
- De son côté, le Comité National Olympique (CNO) de la République de Chine est rebaptisé « Comité Olympique du Taipei chinois ». Taïwan participe désormais sous le nom de « Taipei chinois » et sous le drapeau taïwanais.
- En réaction à cette décision, Taïwan boycotte les jeux de 1980 à Moscou. Toutefois, à cette époque, Taïwan se trouve en grandes difficultés sur la scène internationale. En effet, l'île a dû céder son siège à l'ONU à la République Populaire de Chine. De ce fait, une reconnaissance au Comité International Olympique (CIO) valant mieux que pas de reconnaissance du tout, Taïwan réintègre le Comité International Olympique (CIO) en 1984 pour les JO de Los Angeles.
- Depuis, les deux délégations participent aux JO.
- Finalement Taïwan soutient les deux candidatures de Pékin à l'organisation des JO de 2000 et de 2008.

Zoom 4: Qu'appelle-t-on sciences politiques?

4.1. Qu'appelle-t-on sciences politiques?

La science politique étudie les phénomènes dans leur spécificité politique. Elle est ici abordée à partir de ses principaux domaines : l'étude des relations internationales, des concepts, des régimes et des acteurs politiques (dont les organisations internationales) dans une démarche comparative.

Les sciences politiques étudient les relations entre les hommes et les institutions qui constituent une société politiques. Elles étudient les formes que prennent ces relations:

- Les États
- Les institutions
- Le droit

Les sciences politiques désignent donc la manière dont les sociétés s'organisent pour penser et construire la politique.

A. C'est l'analyse des institutions

- L'État est le « théâtre » qui sert de base aux faits politiques:
 - Sa nature
 - Ses structures et son organisation
 - Son mode de fonctionnement
 - Les relations qu'il entretient avec les individus

B. C'est l'analyse des relations et rapports de force entre les acteurs

- Premièrement, les acteurs sont ceux de la politique: les dirigeants politiques, les élus, les partis politiques
- Deuxièmement, les acteurs sont aussi ceux de la société, notamment les citoyens
- Enfin, ce sont aussi des acteurs intermédiaires: les médias, les administrations, les groupes d'intérêts/ les lobbies, les syndicats

C. C'est l'analyse des manifestations de ces faits politiques dans la vie quotidienne

- Premièrement, ces faits politiques se manifestent par la mise en oeuvre de politiques publiques. Comprendre les sciences politiques c'est alors se pencher sur:
 - Le contenu des politiques publiques
 - Les processus décisionnels de ces politiques publiques
 - La mise en oeuvre des décisions
- Deuxièmement, il ne faut pas oublier que les faits politiques s'accompagnent également de nombreuses actions d'opposition et de contradiction. Comprendre les sciences politiques c'est alors se pencher sur:
 - Les contenus et les argumentaires de l'opposition
 - La mise en oeuvre de l'opposition

4.2. En quoi les sciences politiques peuvent-elles aider à comprendre les JO?

A. L'indépendance du mouvement olympique par rapport à la politique

- Premièrement, il s'agit de l'indépendance politique des membres du Comité International Olympique (CIO): « le CIO admet de nouveaux membres lors d'une cérémonie au cours de laquelle ceux-ci s'engagent à remplir leurs obligations en prêtant le serment suivant (...): « Je m'engage dans toute la mesure de mes moyens, à respecter et à faire respecter toutes les obligations de la Charte olympique et les décisions du Comité International Olympique (CIO), que je considère comme étant sans appel de ma part, à me conformer au Code de l'éthique, à demeurer étranger à toute influence politique ou commerciale comme à toute considération de race ou de religion, à lutter contre toute forme de discrimination » (Règle 16, alinéa 1.3).
- Deuxièmement, les Comités Nationaux Olympiques (CNO) doivent également être indépendants face aux pouvoirs politiques: « Les CNO doivent préserver leur autonomie et résister à toutes les pressions, y compris, mais sans s'y restreindre, les pressions politiques, juridiques, religieuses ou économiques qui pourraient les empêcher de se conformer à la Charte olympique » (Règle 27, alinéa 6)

B. L'interdiction de l'expression politique aux JO

- La Charte olympique proscrit :
 - Toute forme de discrimination politique: « toute forme de discrimination à l'égard d'un pays ou d'une personne fondée sur des considérations de race, de religion, de politique, de sexe ou autres est incompatible avec l'appartenance au Mouvement olympique » (Principe fondamentaux n°6).
 - Toute forme d'utilisation politique des jeux: « le rôle du CIO est (...) de s'opposer à toute utilisation abusive politique ou commerciale, du sport et des athlètes » (Règle 2, alinéa 10).
- Toute manifestation politique est également interdite sur le lieu des jeux: « Aucune sorte de démonstration ou de propagande politique, religieuse ou raciale n'est autorisée dans un lieu, site, ou autre emplacement olympique » (Règle 50, alinéa 3).
- Interdiction de tout discours politique pendant les jeux: « pendant toute la durée des Jeux Olympiques, y compris toutes les cérémonies, aucun discours de quelque nature qu'il soit ne pourra être prononcé par un représentant d'un gouvernement ou d'une autre autorité publique, ni par un autre politicien, dans un lieu placé sous la responsabilité du Comité d'Organisation des Jeux Olympiques (COJO). Pendant les cérémonies d'ouverture et de clôture, seul le président du Comité International Olympique (CIO) et le président du Comité d'Organisation des Jeux Olympiques (COJO) sont autorisés à prononcer une courte allocution » (Règle 55, alinéa 3).

C. Cependant les JO sont régulièrement le théâtre de l'expression politique

> DOCUMENT 8 : TOMMIE SMITH AUX JEUX OLYMPIQUES DE MEXICO EN 1968

1. La question de la ségrégation raciale aux États-Unis

- Les JO de Saint-Louis en 1904 sont qualifiés de « Jeux de la honte » en raison de la mise à l'écart des compétiteurs noirs américains. En outre, deux journées « anthropologiques » sont organisées au cours desquelles l'Amérique blanche teste les capacités des « représentants des tribus sauvages et non civilisées », avec des épreuves spécifiques comme le jet de pierres.
- Les JO de Mexico en 1968 sont l'occasion de gestes de protestation exécutés contre la ségrégation raciale en vigueur aux États-Unis. Ces jeux offrent en effet une tribune aux athlètes américains sympathisants des « Black Panthers », mouvement afro-américain formé en 1966. Au moment de l'hymne américain, les sprinters noirs américains Tommie Smith et John Carlos, respectivement 1er et 3ème sur le podium olympique du 200 mètres, baissent les yeux et lèvent leurs poings gantés de noir à la façon des manifestants du « Black Power », ce mouvement américain noir de protestation anti-ségrégationniste. Les athlètes violent ainsi la Charte olympique et attirent l'oeil du monde entier sur les injustices dont sont victimes les Noirs aux États-Unis. Le deuxième, l'Australien Peter Norman, par solidarité, accroche lui aussi sur sa poitrine le macaron portant l'inscription « Olympic project for human rights ».
- Ces macarons ont sans doute été empruntés à des spectateurs qui étaient, semble-t-il autorisés à les porter. Ce geste est déclaré scandaleux par le comité international olympique:
 - Smith et Carlos sont suspendus, se voient retirer leurs titres olympiques et sont expulsés des jeux à vie.
 - Peter Norman est également écarté de la sélection australienne alors qu'il était qualifié pour les JO suivants en 1972 à Munich.
- En 1978, avec l'évolution des mentalités, Tommie Smith entre au Hall of Fame des athlètes américains. Un documentaire est autorisé en 1999. En 2005, une statue de 7 mètres de hauteur est érigée en présence des deux athlètes sur le campus de San Jose State University. L'oeuvre immortalise le geste militant. La deuxième place du podium est laissée vacante afin que chacun puisse s'engager aux côtés de Tommie Smith et John Carlos.
- En 2000, Peter Norman est le seul olympien australien à être exclu du tour d'honneur VIP des Jeux de Sydney. Lors de son enterrement à Melbourne en 2006, les deux athlètes américains Tommie Smith et John Carlos portent son cercueil.
- Après le geste de Smith et Carlos, les athlètes américains Lee Evans, Larry James et Ronald Freeman, qui ont réalisé un triplé américain sur 400 mètres, montent sur le podium avec un béret noir pour dénoncer également le racisme dans leur pays.

2. La question de l'apartheid en Afrique du Sud

- Aux JO de Rome en 1960, la délégation sud-africaine, uniquement composée d'athlètes blancs, fait polémique. Le Comité International Olympique (CIO) et son président Avery Brundage, dûment informés par l'Association sportive sud-africaine des discriminations exercées à l'encontre des athlètes noirs, laisse faire.
- Fin juin 1976, l'équipe néo-zélandaise de rugby entame une tournée en Afrique du Sud. De graves émeutes se déroulent dans la ville de Soweto: plus de 140 morts et des milliers de blessés sont à déplorer en marge des rencontres de rugby.
- Réunis au sein de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), les pays africains dénonçant le régime ségrégationniste sud-africain déclarent le 3 juillet qu'ils boycotteront les jeux de Montréal si la Nouvelle-Zélande n'en est pas exclue. L'Afrique du Sud l'est déjà depuis 1964.
- Le Comité International Olympique (CIO) réplique en affirmant qu'il ne peut pas prendre de sanction contre un pays au sujet d'un sport, le rugby, qui n'est pas une discipline olympique. Après plusieurs semaines de tractation, 25 pays africains décident de ne pas participer aux épreuves. La mise en oeuvre de ce boycott est difficile car 700

athlètes africains sont déjà sur place. Plusieurs épreuves doivent être annulées et 80 000 billets doivent être remboursés.

Conclusion

- En ouverture, nous nous demandions: en quoi les quatre disciplines que sont l'histoire, la géographie, la géopolitique et les sciences politiques sont-elles complémentaires pour permettre de comprendre la complexité du monde passé et contemporain?
- Pour ce faire, et dans un souci de clarté, nous avons abordé de manière successive chacune des quatre disciplines. Cela nous a permis:
 - de souligner la richesse d'un éclairage simultané d'un même thème par ces 4 « regards » ou « focus ».
 - mais, dans le même temps, d'en comprendre les spécificités, tant dans leurs objets d'études, dans leurs démarches que dans leurs méthodes.
- Finalement, au cours de cette présentation, nous avons réfléchi au sens de l'expression « être complémentaire », que nous avons utilisée en introduction.
 - Être complémentaire c'est converger pour donner du sens
 - Être complémentaire c'est aussi « s'ajouter pour rendre complet, entier ». C'est éclairer différemment.
- Ainsi, c'est en étant complémentaires, nos quatre disciplines peuvent permettre d'analyser et d'élucider la complexité du monde passé et contemporain.

Ressources

Quelques références bibliographiques

- Pascal BONIFACE, JO politiques: sport et relations internationales, Paris, Eyrolles, 2016, 202 p.
- Paul CLAVAL, Les espaces de la politique, Paris, Éditions Armand Colin, 2011, 416 p.
- Xu GUOQI, Olympic dreams: China and sports (1895 – 2008), Boston, Harvard University Press, 2008, 392 p.
- Barbara LOYER, Géopolitique: méthodes et concept, Paris, Éditions Armand Colin, 2019, 224 p.
- Stéphane ROSIÈRES, Géographie politique et géopolitique. Une grammaire de l'espace politique, Paris, Éditions Éllipses, 2007 (2ème édition), 426 p.

Revue

- HÉRODOTE: <https://www.herodote.org/spip.php?page=liste>
- LE MONDE DIPLOMATIQUE
- CARTO